

## ***La situation dégradante d'aujourd'hui de la politique de Ville de Hiroshima***

Cette année, Hiroshima s'apprête à célébrer un 6 août inhabituel et bizarre.

Pendant les quatre heures précédant et suivant la cérémonie du mémorial de la paix, la ville d'Hiroshima restreint l'accès à l'enceinte du parc - qui devrait pourtant être librement accessible à tous - afin de "renforcer les mesures de sécurité" et interdit aux gens d'apporter des haut-parleurs, des instruments de musique, des pancartes, des banderoles et des bannières dans le parc, de porter des dossards, des ceintures avec des slogans, des casques, des bandeaux, etc., et même de crier bruyamment. La loi vise également à interdire l'utilisation de porte-voix. En d'autres termes, les autorités semblent vouloir mettre fin au mouvement pacifique et aux activités d'expression de divers groupes et individus qui se déroulent librement dans le parc le 6 août d'habitude. Des experts en droit administratif ont souligné que de telles restrictions n'ont non seulement aucune base juridique, mais qu'elles portent également atteinte à la liberté d'expression inscrite dans la Constitution.

La ville d'Hiroshima a reconnu qu'il n'y avait pas de base juridique pour ces restrictions, mais elle a quand même fermé le parc et mis en place un portail avec des détecteurs de métaux pour permettre à la cérémonie d'avoir lieu.

Le premier ministre Kishida, actuellement au pouvoir, est originaire de la ville d'Hiroshima. Ces dernières années, il a mis en œuvre une série de politiques qui sont en contradiction flagrante avec les objectifs de longue date de la ville, à savoir l'abolition des armes nucléaires et une paix mondiale durable. Lors du sommet du G7, qui s'est tenu à Hiroshima l'année dernière, le gouvernement japonais a annoncé la "Vision d'Hiroshima", qui défend la politique de dissuasion nucléaire, et a doublé le budget de la défense, sans tenir compte de la "renonciation à la guerre" et de la "non-préservation des forces armées" inscrites dans la Constitution, et fait pression pour le déploiement de missiles en vue de la possession d'une "capacité d'attaque des bases ennemies". Comme vous le savez, le gouvernement Kishida n'est pas non plus intéressé par l'adhésion à la Convention d'interdiction des armes nucléaires. La ville d'Hiroshima va accueillir le premier ministre comme son principal invité d'honneur cette année encore et s'efforce d'organiser la cérémonie de commémoration de la paix de manière "sûre" et "solennelle". En outre, Israël, qui poursuit ses massacres à Gaza, a été invité à la cérémonie de la paix, et des mesures spéciales de "sécurité" pourraient s'avérer de plus en plus nécessaires.

Les organisations du mouvement antinucléaire et du mouvement pour la paix à Hiroshima sont déconcertées par cette situation, mais avec les quelques survivants du bombardement atomique, elles cherchent une réponse et s'efforcent de maintenir le feu du mouvement allumé.

Masaé YUASA

Professeur de l'université municipale de Ville de Hiroshima